



Diffusion le jeudi 30 mars à 10 h

COMMUNIQUÉ

Négociations du secteur public

Échéance des conventions collectives : le printemps se réchauffe et la mobilisation aussi!

Québec, le 30 mars 2023. – Près de 2000 militantes et militants, issus des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation et de l'enseignement supérieur sont réunis aujourd'hui au Centre des congrès de Québec à l'occasion du rassemblement du Front commun pour marquer l'échéance imminente des conventions collectives du secteur public et discuter de l'intensification de la mobilisation qui s'annonce.

« Nous, d'une seule voix! Le message est clair. Ce rassemblement est l'occasion de tisser des liens, d'échanger et de discuter entre collègues des enjeux de cette négociation et des différentes stratégies, mais c'est surtout une étape importante de la mobilisation pour la ronde de négociations 2023 », d'indiquer François Enault, premier vice-président de la CSN, Éric Gingras, président de la CSQ, Robert Comeau, président de l'APTS, et Magali Picard, présidente de la FTQ.

« Nous sommes prêts à nous mobiliser et nous serons présents sur le terrain pour rappeler au gouvernement que notre objectif est d'améliorer l'accessibilité et la qualité des services en bonifiant les conditions de travail et en accordant aux travailleuses et aux travailleurs des augmentations salariales permettant un enrichissement et une protection permanente contre l'inflation. Après lui avoir tendu la main, on s'attend maintenant à ce que le gouvernement fasse mieux que son dépôt de cette semaine, qui ne bonifie rien et qui continue de faire en sorte que les travailleuses et les travailleurs s'appauvrissent. Ça prend beaucoup plus que de la "réorganisation du travail" et de la "flexibilité" pour pallier les effets dévastateurs de la pénurie de main-d'œuvre sur le quotidien de celles et ceux qui travaillent dans nos réseaux. Il faut réinvestir à la hauteur de la gravité de la situation », de poursuivre les leaders syndicaux.

Le Front commun insiste sur le fait que la population tient aux services publics et qu'elle reconnaît le besoin de réinvestir. La pandémie a démontré à quel point les travailleuses et les travailleurs de ces réseaux font partie du quotidien des Québécoises et des Québécois. Mais il y a une

contradiction évidente entre baisser les impôts et parler de restructuration, alors que le Front commun dénonce les bris de services, l'exode de l'expertise et les difficultés d'attraction. « Notre monde est épuisé, c'est très clair. Mais le gouvernement ne devrait pas sous-estimer sa volonté et sa capacité de mobilisation », ont-ils ajouté, tout en faisant valoir l'importance du Front commun dans le contexte actuel.

« Nous, d'une seule voix; ce sont les membres qui l'ont voulu. Ils nous ont demandé de travailler ensemble, en toute solidarité, en contrepoids aux stratégies de division du gouvernement, qui ne font que nuire aux réseaux. Parce que, chaque jour, ce sont ces femmes et ces hommes qui font les frais du manque de vision à long terme dans nos écoles, nos centres, nos hôpitaux, nos CIUSSS, nos collèges, etc. Dans un contexte de finances publiques en bonne santé, il n'y a vraiment aucune raison pour que le gouvernement ne dépose pas de nouvelles offres véritablement bonifiées. »

« Et attention! Il faudra que cette négociation réponde aux besoins des 420 000 travailleuses et travailleurs que nous représentons. Au-delà de l'agenda politique de la CAQ, il y a des centaines de titres d'emploi tout aussi essentiels de laissés-pour-compte par les offres du gouvernement. Le travail des uns influence celui des autres, c'est un écosystème. Et oui, nous entendons défendre et négocier un règlement équitable pour l'ensemble des membres du Front commun. C'est une question de respect. »

Revendications en bref

Rappelons brièvement qu'au plan salarial, le Front commun revendique l'application d'un mécanisme permanent d'indexation annuelle basé sur l'indice des prix à la consommation (IPC), ainsi qu'un enrichissement visant un rattrapage salarial.

- Pour 2023 : une hausse de 100 \$ par semaine pour l'ensemble des travailleuses et des travailleurs OU IPC + 2 % (selon la formule la plus avantageuse);
- Pour 2024 : IPC + 3 %;
- Pour 2025 : IPC + 4 %.

Le Front commun porte également d'autres revendications à la table centrale, notamment en ce qui concerne :

- la retraite;
- les droits parentaux;
- les disparités régionales;
- les assurances collectives;
- les lanceurs d'alerte.

Statistiques pour mieux comprendre les enjeux de cette négociation

- Moyenne salariale des employées et employés du secteur public membres du Front commun : 43 916 \$;
- Retard salarial : -11,9 %;
- Retard de rémunération globale : -3,9 %;
- Proportion de femmes parmi les membres du Front commun : 78 %.

Pour plus d'information sur la négociation en cours : <https://www.frontcommun.org/>.

À propos du Front commun

Ensemble, la CSN, la CSQ, la FTQ et l'APTS représentent plus de 420 000 travailleuses et travailleurs de l'État québécois dans les secteurs publics, en éducation, en santé et dans les services sociaux ainsi qu'en enseignement supérieur. Les conventions collectives viendront à échéance le 31 mars 2023.

- 30 -

Renseignements

Noémi Desrochers, CSN

Cellulaire : 514 216-1825

noemi.desrochers@csn.qc.ca

Maude Messier, CSQ

Cellulaire : 514 213-0770

messier.maude@lacsq.org

Jean Laverdière, FTQ

Cellulaire : 514 893-7809

jlaverdiere@ftq.qc.ca

Maxime Clément, APTS

Cellulaire : 514 792-0481

mclement@aptsq.com